

 GOVERNEMENT <i>Liberté</i> <i>Egalité</i> <i>Fraternité</i>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Ville de VOIRON
SIRET/SIREN
213 805 633 00012
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
12 rue Mainssieux, CS 30268, 38516 VOIRON Cedex
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
POLAT Julien, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
<ul style="list-style-type: none"> - Ville de VOIRON : BARACH Christel, Cheffe du service urbanisme foncier de la Ville de Voiron - Bureau d'étude : VALLET Sylvie, urbaniste – CAPT – sylvallet-urba@sylvallet.com
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
- Ville de Voiron - 12 rue Mainssieux, CS 30268, 38516 VOIRON Cedex – 04 80

56 90 96 - Christel.BARACH@ville-voiron.fr - VALLET Sylvie, urbaniste – CAPT – 06.15.76.38.99 - sylvallet-urba@sylvallet.com
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Modification simplifiée n°6 du PLU de VOIRON
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Dernière mise à jour du PLU : 21/04/2022 – site du Géoportail de l'urbanisme Cartographie - Géoportail de l'Urbanisme (geoportail-urbanisme.gouv.fr)
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
VOIRON (38)
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Zone « UCV » : zone urbaine agglomérée du centre-ville et son secteur UCVR2 (périmètre de la ZAC Rossignol-République)

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne Rhône Alpes
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT de la région urbaine de Grenoble approuvé le 21/12/2012
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Schéma de secteur du Pays Voironnais approuvé le 24 novembre 2015 Contrat de milieu Guiers (2 ^{ème} contrat en cours) PCAET du Pays Voironnais adopté le 19 novembre 2019 PLH 2019-2024 du Pays Voironnais approuvé le 27 novembre 2018 Plan de Protection de l'Atmosphère 2021-2027 de l'agglomération grenobloise

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Le PLU n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale. Dans le cadre de la révision générale du PLU en cours, prescrite le 29 septembre 2019, la décision n° 2022-ARA-KKU-2795 conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale du projet.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Décision de la MRAE n°2019-ARA-KKU-1303 après examen au cas par cas relative à la modification n°5 du PLU de Voiron
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
La procédure engagée est celle de la modification simplifiée du PLU en application des articles L.153-45 et L153-46 du code de l'urbanisme : Elle est requise dans la mesure où elle ne concerne pas les cas visés à l'article <u>L.153-41</u> du code de l'urbanisme
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
La ville de Voiron compte 20 372 habitants (Insee 2019)

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	2190 hectares			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
Zones U	686,3	31,04%	686,3	31,0%
Zones 1 AU	39,3	1,78%	39,3	1,78%
Zones 2 AU	67,6	3,06%	67,6	3,06%
Zones A	612,8	27,72%	612,8	27,72%
Zones N et STECAL	804,80	36,40%	804,80	36,40%
Total	2210,8	100,00%	2210,8	100,00%
<p>4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).</p> <p>Le PADD du PLU en vigueur fixe (page 5) un objectif de consommation des espaces agricoles et forestiers de 35 ha sur la période 2010-2020.</p> <p>Le projet de modification simplifiée n°6 ne consomme pas d'espaces naturels, agricoles et forestiers. Il est situé sur un espace aujourd'hui artificialisé, occupé par un parking de surface peu qualitatif et un local de stockage en mauvais état qui sera démoli. Le projet permettra au contraire de recomposer et restructurer les volumétries bâties à l'Est de la ZAC Rossignol-République, en respectant le CPAUPE de la ZAC.</p>				
4.3 Caractéristiques de la procédure				
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure				
<p>Objectifs de la procédure :</p> <p>1/ La procédure de modification simplifiée du PLU a pour objet de permettre la réalisation d'un parking silo public à l'arrière de la salle de spectacles du Grand Angle, permettant de recréer l'offre de stationnement qui va être supprimée sur l'espace public du Mail (grand espace public en bordure des Cours Becquart-Castelbon et Sénozan, artère principale qui irrigue le centre-ville de Voiron). L'enjeu est de libérer cet espace public central de l'emprise de la voiture, de le requalifier et le végétaliser, de l'église St-Bruno jusqu'à l'Hôtel de Ville, en donnant plus de place à la nature en ville et à la déambulation des piétons et des visiteurs. 250 places environ doivent être supprimées. Ce projet s'inscrit dans le cadre du dispositif Action Coeur de ville parmi les actions de l'Opération de revitalisation territoriale (ORT), visant à dynamiser le centre ville de Voiron.</p> <p>La modification du PLU consiste à modifier deux articles du règlement écrit de la zone « UCV » du PLU, zone urbaine agglomérée du centre-ville, qui sont modifiés à la marge pour permettre la réalisation du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article UCV 10 – Hauteur des constructions, pour dispenser les équipements d'intérêt collectif et services publics de la règle de hauteur minimale fixée à 15 mètres pour 				

toutes constructions
- <u>Article UVC 13 - Espaces libres et plantations</u> , pour dispenser les équipements d'intérêt collectif et services public, dans le secteur « UCVR2 » (de la ZAC Rossignol-République), de la part minimale de pleine terre fixée à 40% de l'assiette foncière du projet.
2/ Le second objectif est de corriger une erreur matérielle liée à la modification n°5 du PLU, à savoir l'oubli de report au règlement graphique du PLU, de l'exonération de réalisation de 25% de logements locatifs sociaux, en secteurs « UCVR2a, UCVR2b, UCVR2d et UCVR2g » de la ZAC Rossignol-République.
4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la

décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les effets

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Partiellement dans la partie Nord du territoire.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Oui	Non	Si oui, précisez
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRI de la Morge et ses affluents approuvé par A.P. n° 2004-07700 du 16/06/2004 modifiant l'arrêté n° 2004-07699 du 08/06/2004 Révision en cours du PPRI de la Morge et de ses affluents Un projet de PPRN est en cours d'étude sur le territoire de Voiron
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trois ICPE soumises à autorisation : - 3157-CBC (ex DKER Traitements de surface) - 3271 – Fonderie Bot - 3493- SA Compagnie Française Grande Chartreuse
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Quatre sites et sols pollués avec servitudes d'utilité publique « PM2 » : - L'ancien site industriel de la société RADIAL, implanté au 81 boulevard Denfert Rochereau - Arrêté préfectoral n°2014167-008 du 16/06/2014 - L'ancien site industriel de la société SKIS ROSSIGNOL SAS implanté rue du Docteur Butterlin « zone Nord » - Arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD 38 2020-03-05 du 05/03/2020 - L'ancien site industriel de la société SKIS ROSSIGNOL SAS implanté rue du Docteur Butterlin « zone Sud » - Arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD 38 2020-03-06 du 05/03/2020 - L'ancien site industriel de la société SKIS ROSSIGNOL SAS implanté rue du Docteur Butterlin « zone centrale » - Arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD 38 2021-09-13 du 30/09/2021
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Oui	Non	Si oui, précisez
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>1. Périmètre délimité des abords approuvé par délibération du conseil municipal du 15/03/2007 autour de l'église Saint Bruno, MH classé en totalité par arrêté préfectoral du 11/01/2007</p> <p>2. Le périmètre de protection de 500m autour du Monument aux morts situé dans le Jardin de l'Hôtel de Ville, MH inscrit par arrêté du Préfet de Région du 13/03/2019</p>
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Neuf zones humides inventoriées sur le territoire de Voiron :</p> <p>1. Marais des Blanchisseries (38FP0066) d'une surface de 51,053 ha</p> <p>2. Marais de la Teissonnière (38FP0043) de 3,54 ha</p> <p>3. Marais de Charauze (38FP0016) dont une partie seulement est situé à Voiron</p> <p>4. Le Curtet (38FP0044) de 1,22 ha</p> <p>5. Le Louvasset (38FP0065) de 0,758035 ha</p> <p>6. Les Bordes (38FP0067) d'une surface de 1,305771 ha</p> <p>7. Montponçon (38FP0068) d'une surface de 0,54851 ha</p> <p>8. Le Pilon (38FP0069) d'une surface de 0,500757 ha</p> <p>9. Charauze (38FP0091) d'une surface de 0,529513 ha</p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Trois réservoirs de biodiversité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ENS du marais de Teissonnière - ENS du marais de Charauze - ZNIEFF de type 1 n°820030554 - Roselière de Teissonnière - Deux corridors surfaciques d'importance régionale à remettre en bon état : le 1^{er}, en partie nord du territoire reliant le Bois de Bavonne à l'ouest, aux bois de Monure et de Montmain à l'Est, le 2nd en limite Est de la commune de St Etienne de Crossey. - La rivière Morge en amont du

Annexe II

	Oui	Non	Si oui, précisez
			centre-ville, classée en liste 1, cours d'eau de la trame bleue à préserver
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type 1 n°820030554 - Roselière de Teissonnière
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Deux ENS locaux présents : - Marais de Teissonnière - Marais de Charauze
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	182,42 hectares de bois protégés au PLU en vigueur en espaces boisés classés au PLU 8 hectares de forêts communales gérées par l'ONF à enjeux forts de protection contre les risques naturels (dans les Gorges de la Morge)
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le porté à connaissance du projet de PPRN en cours d'élaboration, transmis par l'Etat à la commune le 22 juillet 2022, fait état sur l'emprise du projet d'un aléa très faible « V1a » de ruissellement et

	Oui	Non	Si oui, précisez
			<p>ravinement :</p> <p>Secteur constructible indicé « Bv1a » avec prescriptions d'une mise hors d'eau au regard de la hauteur d'eau de référence par rapport au terrain naturel ici à 0,3 mètre.</p> <p>Le projet doit être adapté à l'aléa afin de garantir la sécurité des personnes (emplacements, orientation, renforcements, protections...) et un minimum de dommages aux biens, y compris pendant la phase de travaux.</p> <p>Le projet doit respecter la valeur maximale de Rapport d'Emprise au Sol en zone Inondable (RESI) qui doit être inférieur à 0,8 pour tous les projets.</p> <p>Le premier niveau de plancher habitable et les nouvelles ouvertures doivent être surélevés au-dessus de la hauteur de référence : 0,3 m.</p> <p>Le parking doit être réalisé de manière à permettre une évacuation de l'eau par l'aval.</p>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le site de projet est inclus dans le périmètre de protection de 500m du monument aux morts situé dans le Jardin de l'Hôtel de Ville, MH inscrit par arrêté du 13-03-2019.</p> <p>Ce périmètre fait l'objet d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA) en cours de définition. Il devrait être inclus dans le PDA de l'église Saint Bruno. Celui-ci exclurait alors le site du projet.</p>
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace naturel sensible prévu à	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme			
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
<p>Le site du projet est concerné par un futur ERP de type PSLV (parc de stationnement couvert largement ventilé).</p> <p>L'ERP sera affecté par des nuisances sonores liées à la voie ferrée Grenoble-Lyon, classée par l'arrêté préfectoral n° 38-2022-04-15-00007 portant révision du classement sonore des infrastructures en Isère, en catégorie 3 avec une bande affectée par le bruit d'une largeur de 100 mètres de part et d'autre de l'infrastructure.</p> <p>L'emprise du projet, à 23 mètres à l'ouest de la voie ferrée, est entièrement située dans la bande sonore des 100 mètres.</p>			

6. Auto-évaluation
L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation.</i> Voir la note détaillée en annexe du formulaire

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Fin novembre 2022
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
- autre, préciser les modalités
Mise à disposition du public pendant un mois du projet de modification du PLU, conformément à la procédure de modification simplifiée d'un PLU visée à l'article L153-47 du code de l'urbanisme

8. Annexes			
8.1 Annexes obligatoires			
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>	
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>	
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>	
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>	
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant			
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent			
<ol style="list-style-type: none"> 1. Le secteur de projet au regard des zonages d'inventaires (<i>rubrique 5.2. : Périmètres des servitudes sur des terrains pollués</i>) 2. Le secteur de projet au regard de la trame verte et bleue du SRADDET AuRA (<i>rubrique 5.1 : sites natura 2000 - zone humide – ZNIEFF – TVB – ENS - APPB</i>) 3. Le secteur de projet au regard des périmètres de protection des monuments historiques (<i>rubrique 5.3. - abord des monuments historiques</i>) 4. Le secteur de projet au regard de la carte des aléas du projet de PPRN (<i>rubrique 5.2 : PPRN</i>) 5. Le secteur de projet au regard des sites et sols pollués de la base BASOL et des anciens sites et sols pollués de la base BASIAS (<i>rubrique 5.1 - périmètre des servitudes sur des terrains pollués</i>) 6. Le secteur de projet au regard du classement sonore des infrastructures de transports terrestres (<i>rubrique 5-4 : ERP concerné par nuisances sonores</i>) 			
9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Voiron	le	29 NOV. 2022
Nom	POLAT	Prénom	JULIEN
Qualité	Maire		
Signature  			